

PRÉSIDENTENCE

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

N° 1851-2025/ARR/DAEM

AMPLIATIONS

Commissaire déléguée	1
JONC	1
Archives NC	1
DAEM	1
Commune de La Foa	1

ARRÊTÉ

relatif au bilan de la concertation administrative réalisée dans le cadre de la procédure de révision du plan d'urbanisme directeur (PUD) de la commune de La Foa

LA PRÉSIDENTE DE L'ASSEMBLÉE DE LA PROVINCE SUD

Vu la loi organique modifiée n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie,

Vu le code de l'urbanisme de la Nouvelle-Calédonie ;

Vu la délibération n° 1-2018/APS du 20 avril 2018 approuvant le plan d'urbanisme directeur de la commune de La Foa ;

Vu la délibération n° 454-2021/BAPS/DAEM du 9 août 2021 relative à la mise en révision du plan d'urbanisme directeur de la commune de La Foa ;

Vu la délibération du conseil municipal n° 2021/16 du 29 avril 2021 habilitant le Maire à engager la procédure de mise en révision du Plan d'Urbanisme Directeur de la commune de La Foa ;

Vu la délibération n° 2021/58 du 21 septembre 2021 actant la mise en révision du Plan d'Urbanisme Directeur de la commune de La Foa ;

Vu le rapport n° 47401-2021/34-ACTS/DAEM du 20 mai 2025,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Est arrêté le bilan de la concertation administrative mise en œuvre par la province Sud dans le cadre de la procédure de révision du plan d'urbanisme directeur (PUD) de la commune de La Foa.



ARTICLE 2 : Le bilan de la concertation administrative comprend :

- les procès-verbaux des réunions des comités d'études ;
- la liste des personnes et organismes consultés au cours de l'enquête administrative ;
- la synthèse des avis émis.

ARTICLE 3 : Le bilan de la concertation administrative est joint au dossier de plan d'urbanisme directeur qui sera soumis à enquête publique.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté¹ sera transmis à Mme la commissaire déléguée de la République, publié au *Journal officiel* de la Nouvelle-Calédonie et notifié à la commune de La Foa.

Pour la Présidente et par délégation,
Le deuxième vice-président



GIL BRIAL

¹ NB : Conformément à l'article R.421-1 du code de justice administrative, vous disposez d'un délai de deux mois, à compter de la réception de cet acte, pour contester cette décision devant le tribunal administratif de Nouvelle-Calédonie. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr ».